

Forum Crans Montana: “l’Europe et l’Afrique ont un avenir commun”, Selon Houngbédji

Juil 10, 2017



Adrien Houngbédji, président de l'Assemblée Nationale béninoise

A la tête d'une délégation de parlementaires béninois à la 28ème session du Forum Crans Montana, le président Adrien Houngbédji a délivré deux discours dont la portée a séduit les personnalités présentes à cette haute tribune d'échanges.

Si dans son premier discours, le président de l'institution parlementaire béninois a évoqué l'impact du partenariat chinois en Afrique, au cours de sa deuxième adresse, le président Adrien Houngbédji a mis l'accent sur le destin commun qui lie l'Afrique et l'Europe. Lire ci-dessous le deuxième discours du président Adrien Houngbédji au Forum Crans Montana.

L'Europe et l'Afrique ont un avenir commun : Comment le construire ?

LE CONTEXTE

En débattant hier sur la Nouvelle Route de la Soie, nous avons constaté que se crée sous nos yeux, un axe fort d'émergence des échanges commerciaux, multi-continentaux (Afrique, Asie, Europe) parallèlement avec un des moments forts de l'émergence progressive d'un monde de plus en plus globalisé.

L'Afrique et l'Europe sont parties prenantes à cet axe, et à cette globalisation.

C'est une opportunité qui leur est offerte de repenser les liens d'interdépendance qui existent entre les peuples, les Etats, les économies, les valeurs, la sécurité.

L'Europe est appelée à penser l'Afrique autrement que sous le prisme de l'hégémonie, mais sous le prisme du partenariat et de la complémentarité. Pendant longtemps, l'occident a exercé un quasi monopole du leadership industriel, de l'innovation, et de l'initiative.

Ce monopole et ce leadership sont en voie de régression, par l'émergence de nouveaux pôles de développement à travers le monde. Les sources de production et d'approvisionnement sont de plus en plus diversifiées. Le rapport des Nations Unies daté de 2013 et intitulé "L'ESSOR du SUD", établit qu'à l'horizon 2020, la production économique cumulée de la Chine, de l'Inde et du Brésil, dépassera la production économique cumulée des USA, du Canada, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni.

L'Afrique de son côté a de plus en plus conscience de ses potentialités, de ses ressources immenses et du rôle qu'elle peut et doit jouer dans le développement économique mondial. Depuis le milieu de la décennie 2000-2010, la croissance économique de l'Afrique est de l'ordre de 5 à 6%, ce qui fait d'elle un nouveau repère dans la croissance économique mondiale. Les dirigeants africains ont lancé, outre le NEPAD, un programme détaillé de l'agriculture, qui prévoit de consacrer 10% du PIB de chaque pays au secteur de l'agriculture. Ils ont prévu des investissements pour accélérer la réalisation d'interconnexions entre les différentes communautés économiques régionales.

On peut dire globalement que l'Afrique ne se pense plus comme une simple pourvoyeuse de matières premières, mais qu'elle vise à s'industrialiser.

Elle aspire à la fin de l'aide publique au développement. Elle aspire à l'instauration des rapports de coopération fondés sur le partenariat avec le reste du monde.

Dès lors, la relation entre l'Europe et l'Afrique doit être construite sur la prise en compte des intérêts mutuels.

Une telle perspective implique de nouveaux défis à relever.

EN TOUT PREMIER LIEU, LE DEFI DES VALEURS.

La démocratie, les libertés, les droits de l'homme, l'Etat de droit, la bonne gouvernance sont des préoccupations aujourd'hui partagées par l'Europe et par l'Afrique.

L'Afrique a internalisé nombre d'instruments internationaux en cette matière, à travers des conventions et traités régionaux, et à travers des normes constitutionnelles nationales. La durabilité de l'implémentation de ces normes et valeurs, dépend largement de la capacité des systèmes mis en place, à faire face aux besoins vitaux des peuples, et à créer des opportunités d'emplois pour les jeunes.

EN SECOND LIEU, LE DEFI DU DEVELOPPEMENT DURABLE.

Les changements climatiques qui affectent le monde, affectent avec plus d'acuité les pays pauvres, notamment africains.

L'interdépendance climatique et environnementale, implique que les bonnes procédures de développement soient partagées, notamment en matière d'énergie.

L'Afrique qui est aux portes de l'Europe, est le continent le plus mal pourvu en énergie électrique, malgré ses potentialités.

Le bois de chauffe comme source d'énergie, menace les dernières forêts tropicales, réservoir de carbone. Une telle situation est dangereuse pour le monde dans sa globalité.

L'Europe doit donc, plus que par le passé, œuvrer pour un plus grand transfert des technologies dans le domaine des énergies renouvelables, la gestion des ressources naturelles, la lutte contre le changement climatique, qui sont des préoccupations au cœur de l'Accord de Paris de 2015. L'Accord de Paris et la Nouvelle Route de la Soie sont une occasion de définition des intérêts stratégiques et de partage des responsabilités, comme bases de relations plus saines et plus efficaces.

ENFIN LE DEFI DE L'INTERDEPENDANCE ASSUMEE

L'Afrique et l'Europe sont confrontées chacune à sa manière à des problèmes démographiques.

La population en Afrique est à forte proportion de jeunes. Cette population de jeunes est poussée par l'attrait ou le mirage de la prospérité économique de l'Europe ; d'où cette tendance à braver les flots de la Méditerranée, au risque de leur vie pour atteindre les côtes européennes.

Les tragédies de la migration en Méditerranée, rappellent quotidiennement, que le type de relation économique entretenue avec l'Afrique, n'a pas permis au continent africain d'émerger. L'Europe devra donc être plus engagée sur le continent en termes d'investissements créateurs d'emplois, en termes d'opportunités d'entrepreneuriat pour les jeunes.

L'économie d'extraction et d'exportation de matières premières sans transformation minimale, ni valeur ajoutée, n'est plus soutenable ; ce qui convient désormais, c'est une interdépendance assumée.

Pour relever le défi des valeurs, le défi du développement durable, et le défi de l'interdépendance assumée, il nous faut revisiter et renforcer les lignes et les formes du partenariat, telles qu'elles existent aujourd'hui, qu'il s'agisse du partenariat ACP-UE, ou du partenariat Union Africaine/Union Européenne.

Ces modèles de partenariat restent encore dominés par l'idée de l'aide publique au développement. Or, comme l'a démontré le "AFRICA PROGRESS PANEL" dirigé par Koffi Annan, dans son rapport 2013, l'aide publique en direction de l'Afrique n'équivaut même pas à la moitié des pertes subies par ce continent du fait des flux financiers illicites, dus aux multinationales, et aux personnes physiques.

C'est au prix du rééquilibrage de leurs relations que la proximité entre les deux continents sera bénéfique pour l'Europe et pour l'Afrique.